

Les forêts de France sont en grave danger à cause du réchauffement climatique

Le temps presse puisqu'il faudrait planter un arbre par habitant pendant 30 ans pour sauver nos forêts (source daily geek show)



— dugdax / Shutterstock.com

Un rapport rendu au gouvernement propose de nombreuses solutions pour protéger la forêt française du réchauffement climatique. Le temps presse puisque pour sauver les forêts, il faudrait planter un arbre par habitant pendant 30 ans.

Les conclusions de l'étude sont claires : « *Au-delà des régénérations naturelles, il nous faudra planter 70 millions d'arbres par an pendant 30 ans, soit un arbre par habitant.* » Le rapport a pour objectifs de proposer des solutions au gouvernement pour protéger la forêt française du réchauffement climatique. **L'écologie est plus que jamais au sommet des préoccupations des Français, il est temps de mettre des actions en place.**

La création d'un « *fonds pour l'avenir de la forêt, abondé par le public et le privé, doté de 300 millions d'euros par an sur 30 ans* » est préconisée par la députée du Nord, Anne-Laure Cattelot. Ce fonds doit « *reconstituer massivement les forêts sinistrées, anticiper, enrichir et adapter à l'aune de nos connaissances les peuplements vulnérables au changement climatique et créer de nouvelles forêts* ».

Quelles solutions ?

Rédigés avec un expert du ministère de l'Agriculture et un expert du ministère de la Transition écologique, Anne-Laure Cattelot propose des solutions faisables. Ces dernières englobent la reconstitution des forêts « *sinistrées* ». Notamment « *la reconstitution de peuplements (ensembles d'espèces végétales qui vivent dans un même milieu biogéographique, NDLR) sinistrés par la sécheresse et les maladies provoquées par cette dernière* ». Par ailleurs, il faut ajouter 650 000 hectares de plantations « *dans les peuplements les plus vulnérables* », mais pas encore condamnés. Enfin, l'ajout de 750 000 hectares sur 30 ans pour boiser les friches ou les terres concernées par la déprise agricole.

Pour sauvegarder les 17 millions d'hectares de forêts et augmenter ce chiffre, le rapport demande « *8,8 milliards d'euros sur 30 ans, soit en moyenne 300 millions d'euros par an* » au ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie. Malgré tout, la députée a remercié le ministre pour les 150 millions d'euros pour le reboisement dans le cadre du plan de relance de l'économie française. Elle dévoile que « *c'est déjà un très beau montant, il va falloir lancer un dispositif et que les forestiers s'en emparent* ».

Nous avons manqué la totalité des 20 objectifs fixés il y a dix ans pour sauver la planète

Depuis 1970, environ 70 % de la population d'animaux sauvages, d'oiseaux et de poissons a disparu

Le bilan publié par les Nations unies mardi dernier nous informe que nous avons raté tous les objectifs qui avaient été fixés, il y a dix ans, pour sauver la planète. Depuis 1970, environ 70 % de la population d'animaux sauvages, d'oiseaux et de poissons a disparu.

L'être humain, l'espèce la plus dangereuse de la Terre

L'activité humaine a sévèrement dégradé trois quarts de la surface terrestre, selon la commission d'experts de la biodiversité des Nations unies (IPBES). En conséquence, un million des espèces animales font face à l'extinction. *« Actuellement, nous avons comme attitude systématique d'exterminer toute vie non humaine sur Terre »*, alerte Anne Larigauderie, membre de l'IPBES, au micro de l'AFP.

La pandémie de coronavirus a jeté à l'eau deux sommets mondiaux qui devaient avoir lieu pour mettre en place des mesures visant à préserver la biodiversité cette année. Les négociations de la COP15 et le Congrès mondial de la nature (UICN) sont ainsi reportés à 2021. Larigauderie souhaite au moins que cette crise sanitaire serve de sonnette d'alarme pour les dirigeants de la planète. *« Nous nous rendons compte, dit-elle, que cette crise est elle-même corrélée à tout ce dont nous aurions voulu parler pendant la COP15. »*

Comme l'observe Elizabeth Maruma Mrema, secrétaire de direction à la Convention sur la diversité biologique, cette crise eut au moins le mérite de montrer que la déforestation et l'envahissement de l'activité humaine au sein des espaces sauvages ont *« un impact direct sur nos vies quotidiennes »*, et que *« nous sommes l'espèce la plus dangereuse »*. Nous sommes responsables des catastrophes en cours, et de même, la possibilité d'un changement du système ne dépend que de nous.



— Anurak Pankham / Shutterstock.com

Une dernière chance ?

L'étude réalisée par les Nations unies nous laisse quelques pistes possibles pour viser de rattraper les dégâts d'ici 2030. Il s'agirait de changer radicalement notre système agricole, de mettre un terme à la surconsommation et de réduire drastiquement le gâchis alimentaire.

Une partie de l'espoir repose sur les populations indigènes, qui sont un élément clé de la préservation de l'environnement. Elles contrôlent 80 % de la biodiversité mondiale. Interrogé par l'AFP, Andy White, coordinateur du groupe Rights and Resources Initiative (RRI), estime qu'il n'y a *« plus aucune excuse valable »* qui justifie de ne pas investir dans la préservation et le développement de ces communautés. White affirme qu'il faudrait renforcer les droits inhérents aux terres indigènes, et rappelle que ces écosystèmes sont essentiels à la santé de notre planète et de sa population.

Pour s'encourager à mettre fin au désastre et garder espoir, on peut noter que le taux de déforestation a chuté d'environ un tiers en comparaison avec la décennie précédente. Aussi, entre 2000 et 2020, les espaces naturels protégés sont passés de 10 % à 15 % des terres de la planète, et de 3 % à un peu plus de 7 % pour les océans.

Une urgence planétaire

Le principal danger pointé par la dernière édition de Perspectives mondiales de la biodiversité (Global Biodiversity Outlook, communément abrégé GBO) concerne les subventions aux énergies fossiles, estimées à environ 500 milliards de dollars annuels. David Cooper, rédacteur en chef du rapport paru par le GBO, rapporte que les *« intérêts personnels »* de certains individus proches du gouvernement poussent les États à soutenir les industries polluantes plutôt qu'à travailler à la mise en place d'une taxe carbone.

Constatant l'échec des vingt objectifs environnementaux qui avaient été fixés pour la dernière décennie, Cooper affirme que nous sommes face à « une urgence planétaire ». Ce n'est pas seulement les espèces qui vont disparaître, mais nos écosystèmes qui seront trop endommagés pour pouvoir répondre aux besoins de nos sociétés.